

## Chapitre quatre

### PAXSAT : L'approche canadienne en matière de vérification multilatérale

Le Canada, qui préconise le progrès des négociations sur le contrôle des armements et le désarmement, met l'accent sur les aspects pratiques, et c'est l'une des raisons pour lesquelles les recherches sur la vérification des accords sur le contrôle des armements, comme les études PAXSAT, constituent, à notre avis, un domaine où nous pouvons faire un apport utile. Le très honorable Joe Clark, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a déclaré ce qui suit devant la Chambre des communes, le 23 janvier 1986 :

*Les mesures de vérification efficaces favorisent le respect des traités de contrôle des armements et facilitent leur négociation. La vérification est un domaine où les connaissances spécialisées et les efforts diplomatiques du Canada s'entraident. . . Nous sommes en tête du peloton pour ce qui est de la mise au point de procédures et techniques de vérification répondant aux besoins pratiques des accords sur le contrôle des armements, qui sont prévus ou qui font actuellement l'objet de négociations (traduction).*

Dès le début, les recherches PAXSAT ont tenu compte des réalités et tendances importantes décrites aux chapitres antérieurs. Par conséquent, certains points sont au coeur même du concept PAXSAT et favorisent la réalisation d'un tel système de vérification multilatérale. Voici quelques-uns de ces points :

- Il doit y avoir un important accord multilatéral en puissance pour justifier le niveau de perfectionnement technologique et l'engagement des fonds nécessaires à la mise au point d'un tel système technique de vérification.
- Les parties à un tel accord devraient au moins avoir la possibilité de participer à sa vérification.
- Le système PAXSAT serait conçu pour un traité précis : il serait utilisé uniquement en rapport avec l'accord pour lequel il a été conçu, dans le cadre d'un processus général de vérification de cet accord.
- Le traité à vérifier définirait l'autorité politique nécessaire pour le mécanisme de vérification et son exploitation.
- Les besoins technologiques seraient comblés par l'ensemble des participants et ne dépendraient pas de la parti-